

Alertez les bébés !

Michelle Chanonat

Numéro 157 (4), 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/79799ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Chanonat, M. (2015). Alertez les bébés ! *Jeu*, (157), 60–63.



ALERTEZ LES BÉBÉS!

Michelle Chanonat

Bien que l'on s'égosille
à vanter les mérites
d'initier les enfants
à l'art, le théâtre
jeunes publics
souffre d'un déficit de
reconnaissance sociale
et professionnelle.
Au sous-financement
chronique
– à petit public,
petites subventions –
s'ajoute une crise
artistique :
l'offre étant devenue
plus forte que
la demande,
la tentation est grande
de vouloir plaire
à tout prix.

Nous sommes en crise (avec un seul s). L'obsession du déficit zéro permet toutes sortes d'errements, voire de sacrifices, perpétrés à grands coups de millions qui charcutent les programmes essentiels : la santé, l'éducation, la culture. Mais qui nous dit qu'il y a crise ? Les gouvernements ? Les banques ? Les économistes ? Comment peut-on encore les croire ? On nous sert la crise pour nous faire accepter l'inacceptable. Et, plus dangereux encore, « la crise économique s'insère dans une crise de civilisation, qui se traduit par la perte d'un espoir dans le futur¹ », dit le sociologue Edgar Morin.

Jusqu'à cette funeste veille de fête nationale 2015, le théâtre se pensait épargné, lui qui se serre la ceinture depuis des années. Mais paf ! une petite gifle assénée en traître est venue lui rappeler la dure réalité. Si c'est devenu un cliché de dire que les artistes créent en dessous du seuil de pauvreté, que dire alors du théâtre pour l'enfance et la jeunesse, considéré par l'intrinsèque hiérarchie comme un sous-théâtre, moins financé, moins reconnu, moins médiatisé ? Un théâtre au rabais, le parent pauvre qui s'intéresse aux enfants-rois... Un théâtre dont le nombre de représentations ne cesse de baisser et les budgets de création, de diminuer. Un théâtre qui pourtant s'exporte très bien de par le vaste monde, où il est considéré comme « l'ambassadeur de l'excellence et du savoir-faire québécois ».

Les élèves de l'école Monseigneur-Gilles-Gervais de Saint-Bruno-de-Montarville, en sortie théâtrale au Centre culturel de Belœil.
© Marie-Annick Geffroy/L'Arrière Scène

1. « Les somnambules se rendorment », article publié le 7 juin 2014 sur Mediapart.

**[...] il faudrait donner aux enseignants les moyens
d'organiser des sorties [...] sans avoir à remplir cinq formulaires
et à obtenir autant de signatures, mais avant tout l'envie
(et une éventuelle formation) pour réaliser cette initiation à l'art.**

Il est clair que nos gouvernements, provincial et fédéral, ne font pas de la culture leur fer de lance. La culture générale est de moins en moins valorisée, et le qualificatif « intellectuel » est devenu une insulte. Un peuple con et abruti est plus facile à gouverner qu'un peuple instruit et cultivé, tous les dictateurs vous le diront. Quand notre principal souci sera de savoir ce qu'on va pouvoir mettre dans l'assiette de nos enfants chaque jour, il restera bien peu de matière grise disponible pour faire la révolution, pour contester, pour revendiquer des droits sociaux qui partent en lambeaux ... et pour aller au théâtre !

Mais tout n'est pas perdu, et on peut toujours rêver... d'avenir ! De celui que nous tentons de construire pour nos enfants. Car, si nous voulons espérer un quelconque changement, c'est à eux qu'il faut s'adresser. Alerte les bébés !

DES PISTES DE SOLUTIONS

En février 2013, l'association professionnelle Théâtres Unis Enfance Jeunesse (TUEJ) faisait paraître un document réalisé en collaboration avec le Conseil québécois du théâtre, l'Association des diffuseurs spécialisés en théâtre et RIDEAU. Intitulé *Vers une politique du théâtre professionnel pour les jeunes publics*, rédigé à partir d'études et de constats réalisés pendant les 20 dernières années, il avance des propositions concrètes afin de stimuler la fréquentation du théâtre par les enfants et les jeunes. Il y a urgence : chaque année, 60 % des élèves du primaire ne voient aucun spectacle dans le cadre scolaire, et, au secondaire, le taux de fréquentation tombe à moins de 37 %. Il faut cependant admettre que, dans certaines régions, les jeunes n'ont tout simplement pas accès à un lieu d'art et de culture...

TUEJ recommande également d'encourager la sortie familiale par la mise en place de mesures fiscales pour les abonnements de théâtre, comme cela se fait déjà pour les activités sportives. En effet, un spectacle pour papa, maman et fiston coûte entre 57 \$ et 69 \$ au plein tarif, ce qui n'est pas à la portée de tous. Une place pour un match de hockey, non plus.

Bien que les compagnies en théâtre pour la jeunesse soient très attentives à ne pas augmenter leurs prix de vente, les directeurs de théâtre se plaignent de programmer à perte – le prix du billet au tarif scolaire étant minime –, ce qui n'est guère incitatif, on en conviendra, pour un bon gestionnaire. Cependant, les coûts de production pour le jeune ou le « vieux » public sont les mêmes et, au final, ce sont les compagnies artistiques qui font, en partie, les frais de ce manque à gagner. Aussi, les associations proposent que la programmation de théâtre pour le jeune public soit soutenue par l'octroi de ressources, humaines et financières, supplémentaires. Dans un contexte d'austérité, peut-on appeler cela un vœu pieux ?

Enfin, il faudrait donner aux enseignants les moyens d'organiser des sorties, de louer un autobus sans avoir à remplir cinq formulaires et à obtenir autant de signatures, mais avant tout l'envie (et une éventuelle formation) pour réaliser cette initiation à l'art.

Le financement de ces mesures représenterait quoi pour nos gouvernements ? Le prix revu à la baisse d'un demi-mirage F-35 de seconde main ? Une prime de départ accordée à un cher-ami-député ? Des *pinottes*, donc. Cependant, il y a fort à craindre que ce document ne prenne déjà la poussière sur une tablette.

Depuis des années, le « beau milieu » clame haut et fort combien il est essentiel que les enfants aient accès à l'art pendant leur cursus scolaire. Que l'éducation à l'art permet de lutter contre l'exclusion et le décrochage scolaire, qu'elle favorise la cohésion sociale, etc. On lui a prêté toutes sortes de vertus qui, se confondant avec le vice, allaient jusqu'à oublier où se trouvait l'art dans les méandres des activités de médiation culturelle. Mais force est de constater que, depuis des années, les politiques et les décideurs s'obstinent à ne pas voir, ni entendre, ni comprendre. Pourquoi ? N'ont-ils pas eux aussi des enfants ? Que veulent-ils dire cette cécité, cette surdité volontaires ? Que nos dirigeants sont complètement déconnectés de la réalité, écrit Edgar Morin : « Enfermés dans les calculs qui masquent les réalités humaines, les dirigeants n'ont pas vu les souffrances, les peurs, les désespoirs des hommes, des femmes, des jeunes, des vieux qui conduisent si souvent au délire. Ils ont vécu, pensé, et agi dans les mondes clos de l'énarchie, de la technocratie, de l'éconocratie, de la fricocratie². »

L'ENVERS DE LA MÉDAILLE

La création artistique est, elle aussi, touchée par les coupes annoncées en catimini, n'en déplaise à certains discours. Dans les festivals ne circulent que les spectacles à un ou deux comédiens, guère plus. Le théâtre est en voie de devenir un théâtre pauvre, un théâtre de peu de moyens, un théâtre de monologues mis en scène sur des plateaux nus, alors que le public auquel il s'adresse est sollicité par toutes sortes d'écrans, d'images et de technologie. Ne me citez pas Robert Lepage : il est l'exception qui confirme la règle. Le manque de moyens est un frein à la création. Mais pas seulement.

2. *Ibid.*

Plus inquiétant est le retour de la censure et de l'autocensure. Là aussi, il y a distorsion schizophrène. D'un côté, dans les formulaires de demandes de subventions, on vous demande de démontrer en quoi votre démarche est audacieuse et innovante, et de l'autre, un spectacle trop audacieux, dans le fond ou dans la forme, risque d'avoir de sérieuses difficultés à tourner. Ce ne sont pas les exemples qui manquent. Pour plaire aux diffuseurs et vendre le spectacle, le risque de formatage, même inconscient, de la création est à redouter. Déjà, les compagnies travaillent avec des groupes témoins (comme ceux de consommateurs composés par les agences de marketing pour des études de marché), font des « expérimentales » pour s'assurer que la cible de leur spectacle correspond à celle visée.

Au Québec, à ma connaissance, aucun spectacle jeunes publics n'a été interdit, comme ce fut le cas en France pour *Oh boy!*, qui met en scène un jeune gai. On n'interdit pas, mais on ne programme pas – cela dit sans vouloir jeter le blâme sur les diffuseurs, qui eux aussi doivent plaire aux professeurs et aux parents, en plus d'avoir à remplir leurs salles.

Le plus dangereux dans cette crise économique est qu'elle contamine la pensée, qui, elle aussi, se formate peu à peu en baignant dans le courant et se met à raisonner en termes de rentabilité. Parce qu'on ne peut pas, non plus, créer à perte, quand on travaille depuis des années dans des conditions précaires.

Au lieu de piler en silence et des deux pieds sur nos acquis, qu'ils soient sociaux, artistiques ou philosophiques, il serait urgent d'envisager des solutions globales. Il est peu efficace de traiter un seul symptôme quand tout l'organisme est malade. Concernant le rapport à l'art et aux artistes, c'est donc non seulement l'accès et le financement de la culture qu'il faut repenser, mais la considération intellectuelle et l'estime qu'on lui doit. ●

Le jeune public de l'Arrière Scène, à Belœil, après une représentation de *Tu dois avoir si froid* de Simon Boulerice, mis en scène par Serge Marois (2014). © Marie-Annick Geffroy/L'Arrière Scène



Oh boy!, une adaptation du roman de Marie-Aude Murail mise en scène par Olivier Letellier (Théâtre du Phare, 2009), que l'on a pu voir aux Coups de théâtre 2012, a été victime de censure en France parce qu'on y aborde l'homosexualité. Sur la photo : Lionel Erdogan. © Christophe Raynaud de Lage

[...] force est de constater que, depuis des années, les politiques et les décideurs s'obstinent à ne pas voir, ni entendre, ni comprendre. Pourquoi? N'ont-ils pas eux aussi des enfants? Que veulent dire cette cécité, cette surdité volontaires?